

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

-----  
INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
NATIONAL INSTITUTE OF  
STATISTICS

**RAPPORT DU CAMEROUN SUR LES APPUIS  
FINANCIERS A LA STATISTIQUE 2009-2011**

**“CDECC”**

**Mars 2012**

## SOMMAIRE

<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>3</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>AVANT-PROPOS .....</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
Contexte général .....	7
Objectifs du CRESS.....	7
Structure du Système Statistique National .....	8
<b>Chapitre I: METHODOLOGIE .....</b>	<b>9</b>
1.1. Couverture.....	9
1.2. Cibles de la collecte des données.....	9
1.3. Assistance reçue et activités menées.....	10
1.4. Difficultés rencontrées .....	10
1.5. Principale source des données.....	11
<b>Chapitre II: FONCTIONNEMENT DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION STATISTIQUE.....</b>	<b>12</b>
2.1. Les ressources humaines du SNIS.....	12
2.2. Le cas de l'Institut National de la Statistique (INS) .....	13
<b>Chapitre III : FINANCEMENT DES PROJETS STATISTIQUES .....</b>	<b>18</b>
3-1 Financement des projets statistiques sur budget de l'Etat.....	18
3.2 Apports des PTF.....	20
3.4. Synthèse de financement.....	24
3.5. Financement des projets futurs .....	26
<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>29</b>



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 0: Statistiques de réponses aux questionnaires CRESS .....	10
Tableau 1: Structure du personnel du SNIS de 2009 à 2011 .....	12
Tableau 2: Dépenses effectives de fonctionnement (en milliers de FCFA) de l'INS.....	13
Tableau 3 : Synthèse des dépenses engagées d'investissement de l'INS .....	15
Tableau 4 : Variation d'une année sur l'autre des dépenses d'investissement.....	15
Tableau 5 : Liste des projets statistiques financés sur ressources publiques de l'Etat.....	18
Tableau 6 : Financement par les PTF des projets statistiques (en milliers de Fcfa).....	21
Tableau 7: Liste de projets financés par les PTF.....	21
Tableau 9 : Sources de financement des opérations de l'INS, période 2009-2011 .....	25
Tableau 10: Projets statistiques futurs du SNIS .....	26
Tableau 11 : Répartition de l'appui du PARFIP par rubrique (en milliers de FCFA) .....	27

## LISTE DES GRAPHIQUE

Graphique 1 : Evolution des dépenses de fonctionnement de l'INS entre 2009 et 2011.....	14
Graphique 2 : Evolution par sources des dépenses d'investissement de l'INS.....	16
Graphique 4 : Part des projets à financement national inscrits dans la SNDS.....	20
Graphique 5 : Part des projets exécutés et financés par les PTF inscrits dans la SNDS.....	24
Graphique 6 : Répartition du financement des opérations identifiées selon les sources de financement, période 2009-2011.....	25

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ACBF	African Capacity Building Foundation
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ACMS	Association Camerounaise pour le Marketing Social
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
ATSS	Agents Techniques de la Statistique
BIP	Budget d'Investissement Public
BIT	Bureau International du Travail
BUCREP	Bureau Central de Recensement et des Etudes de Population
CAP	Connaissances-Attitudes-Pratiques
CELPLAN	Cellule de la Panification
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNS	Conseil National de la Statistique
CRESS	Country Report on Support of Statistics
EBMC	Enquête de la Banque Mondiale auprès des Clients
ECAM	Enquête Camerounaise auprès des Ménages
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EESI	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
INS	Institut National de la Statistique
IPTS	Ingénieur Principal des Travaux Statistiques
IPUMS	Integrated Public use Microdata Series International
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
ISE	Ingénieur Statisticien Economiste
ITS	Ingénieurs des Travaux Statistiques
MICS	Multiple Indicators Cluster Survey
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINEP	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINESEC	Ministère de l'Enseignement Secondaire
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINTP	Ministère des Travaux Publics
OCDE	Organisation de Coopération pour le Développement Economique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONEFOP	Observatoire National pour l'Emploi et la Formation Professionnelle
PAGT	Programme d'Amélioration de la Gouvernance et de la Transparence
PARIS21	Partnership in Statistics for Development in the 21st Century
PARFIP	Programme d'Appui aux Réformes des Finances Publiques
PASE	Programme d'Appui du Secteur de l'Education
PETS	Public Expenditure Tracking Survey
PEV	Programme Elargi de Vaccination

PNDRT	Programme National de Développement des Racines et des Tubercules
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRESS	Partner Report on Support to Statistics
PSA	Programme Statistique Accéléré
PSI	Public Services International
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGE	Recensement Général des Entreprises
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SASNIM	Semaine d'Action de Sante et de Nutrition Infantile et Maternelle
SNDS	Stratégie National de Développement de la Statistique
SNIS	Système National d'Information Statistique
SSN	Système Statistique National
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et d'Impact
TDR	Programme Spécial de Recherche et de Formation en Maladies Tropicales (OMS)
TPS	Technicien Principal de la Statistique
TS	Technicien de la Statistique
UE	Union Européenne
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

## AVANT-PROPOS

Depuis plusieurs années, le Gouvernement s'efforce de mettre en place un système statistique capable de répondre aux attentes du public en matière statistique. C'est ainsi que plusieurs actions sont mises en œuvre dans le cadre de la stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) adoptée en 2009. Ces actions se sont traduites concrètement par l'augmentation des ressources humaines et financières pour l'exécution du programme pluriannuel statistique comprenant plusieurs opérations statistiques courantes ou périodiques telles que les recensements et les enquêtes. De nombreux cadres statisticiens et démographes ont ainsi été recrutés, malgré le gel des recrutements observés dans d'augmentation régulière des ressources du budget de l'Etat est un fait important qu'il convient de relever.

Dans cette dynamique, le Gouvernement exprime sa satisfaction aux partenaires techniques et financiers (PTF) qui apportent leur soutien dans l'opérationnalisation de la SNDS, contribuant ainsi significativement à la production des données et des indicateurs qui aident les différents acteurs économiques et sociaux à suivre et à évaluer la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement déclinée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). En outre, ils concourent à la mesure des progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

En acceptant de réaliser comme pays pilote l'exercice devant aboutir à produire le document connu sous l'intitulé « **Country Report on Support to Statistics (CRESS)** » l'Institut National de la Statistique voudrait mettre à la disposition du Gouvernement et de ses PTF qui leur permettent d'apprécier les efforts qui sont fournis par les uns et les autres dans la mise en œuvre de la SNDS. Pour mener à bien cet exercice, l'INS a bénéficié de l'appui du Secrétariat de PARIS21. La période 2009-2011 a été retenue pour l'étude.

L'approche adoptée pour des données contenues dans ce rapport a été participative. En effet, les différents acteurs du SNIS ont été approchés, après un atelier de lancement du 22 juin 2011 à Yaoundé, pour fournir les informations financières relevant de leur structure et destinées à la statistique.

Il est intéressant de noter que cet exercice, tout en contribuant à l'amélioration de la coordination et à l'efficacité du Système Statistique National (SSN), devra aussi servir comme l'un des outils de plaidoyer en faveur de la statistique auprès du Gouvernement et de ses PTF./-

# INTRODUCTION

## Contexte général

Dans un environnement socio-économique constamment en mouvement, la prise de décision dans la gestion des affaires courantes d'un Etat, pour être efficace, doit pouvoir reposer sur un système d'information efficace, pouvant permettre un suivi et une évaluation à chaque instant voulu, et aussi permettre de mesurer les progrès par rapport aux objectifs préalablement fixés. Dans un tel système d'information, le système statistique joue un rôle crucial. Malheureusement, le constat qui est souvent fait sur la plupart des Systèmes Statistiques Nationaux (SSN) est que l'offre statistique est généralement insuffisante, ne permettant pas ainsi aux différents acteurs économiques et sociaux de formuler et de mettre en œuvre des politiques fondées sur un ensemble de données et d'indicateurs statistiques cohérents et pertinents. C'est ainsi que les pays se sont dotés chacun d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) dans le but de répondre aux besoins diversifiés et sans cesse croissants des utilisateurs. Le financement de la mise en œuvre de cette SNDS est le déterminant principal de pérennisation de la production de cet ensemble de données et indicateurs.

Du diagnostic de la SNDS à la programmation financière, en passant par la coordination, il est important d'avoir une estimation du volume du financement du Système National d'Information Statistique (SNIS).

S'appuyant sur l'expérience du PRESS (Partner Report on Support to Statistics), l'Institut National de la Statistique, avec le soutien du Secrétariat de PARIS21, propose d'implémenter l'exercice pilote CRESS (Country Report on Support to Statistics) au niveau du Cameroun.

## Objectifs du CRESS

Pour avoir un meilleur aperçu des efforts à faire en vue d'améliorer la disponibilité des données statistiques que nécessite le développement socio-économique du Cameroun, il est important d'avoir une estimation du volume des financements actuellement mobilisés et des domaines couverts. D'où l'intérêt de l'exercice du CRESS.

L'objectif général du CRESS est d'inventorier l'ensemble des financements du Système National d'Information Statistique (dépenses publiques et appuis des PTF). Les données collectées permettront de mener une analyse approfondie sur le financement et d'améliorer la coordination et l'efficacité du SNIS. Plus spécifiquement, le CRESS doit permettre de :

- Informer en toute transparence les décideurs politiques et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur le montant et les modalités du financement de la statistique ;
- Fournir les informations utiles pour une meilleure coordination ;
- Identifier les besoins du pays en matière de financement du renforcement des capacités statistiques ;
- Assurer le reporting des financements des PTF.



## **Structure du Système Statistique National**

Connu sous l'appellation nationale de Système National d'Information Statistique (SNIS), le Système Statistique National (SSN) repose fondamentalement sur 4 (quatre) piliers :

- l'Institut National de la Statistique (INS), établissement public administratif, et ses agences régionales,
- le Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BUCREP),
- les services statistiques des départements ministériels sectoriels et des administrations publiques et parapubliques.
- Le secteur privé, très peu actif.

Le SNIS est encadré par le Conseil National de la Statistique (CNS), organe consultatif du Gouvernement chargé d'orienter et de coordonner les activités du SNIS.

Tous ces organes constitutifs du SNIS ont pour mission de fournir aux utilisateurs, notamment les pouvoirs publics, les entreprises, les organisations nationales, sous-régionales, régionales et internationales, les médias et les chercheurs, les données statistiques sur la situation économique, sociale, démographique, culturelle et environnementale.

## Chapitre I: METHODOLOGIE

Le CRESS est, dans sa conception, essentiellement une revue des dépenses publiques, qui se limite à estimer le volume de la dépense réalisée dans le secteur public de la statistique. Les données collectées permettent aussi de mener une analyse de la qualité de la dépense et une l'évaluation de l'impact de cette dépense.

### 1.1. Couverture

Cet exercice pilote du CRESS se limite à une définition très étroite de la dépense publique et ne dispose assez d'éléments pour faire l'analyse spécifique de la qualité des dépenses et l'évaluation des leurs efficacités. Sont uniquement considérées, les opérations financées par l'Etat et ses Partenaires Techniques et Financiers au cours de la période 2009-2011. Est présentée, dans la mesure du possible, les financements identifiés pour l'avenir. Quatre grandes catégories, selon leur origine, sont considérées :

- Le financement sur ressources nationales (budgétaires ou ressources propres générées par le SNIS) ;
- Les emprunts publics ;
- Les dons et subventions reçus des PTF au développement (aide budgétaire sectorielle ciblée et aide projet) ;
- Les fonds alloués au suivi/évaluation des programmes sectoriels (sectorial wide-approach)<sup>1</sup>.

Dans le cadre de cet exercice CRESS, la collecte des informations concerne l'ensemble des activités du SNIS :

- Les activités de production statistique courantes (administratives) ;
- Les opérations de collecte spécifiques (enquêtes et recensements) ;
- Le renforcement des capacités statistiques ;
- La diffusion des statistiques produites ;
- L'accès des utilisateurs à ces informations.

### 1.2. Cibles de la collecte des données

Le financement des activités statistiques se compose :

---

<sup>1</sup> Une part des fonds du prêt de la Banque Mondiale destinés au secteur santé a été affectée à la réalisation de l'EDS/MICS-4 en 2011.

- Des ressources nationales : l'ensemble des parties constituant le SSN : l'Institut National de la Statistique, les administrations sectorielles ainsi que les unités de formation. Pour capter cette information, le CRESS utilisera une nomenclature spécifiée ainsi qu'un questionnaire ad hoc ;
- Des ressources extérieures : essentiellement les Partenaires Techniques et Financiers qui appuient le SNIS. Pour capter l'information en provenance de ces partenaires, le CRESS utilisera un questionnaire spécifique, basé sur celui du PRESS ;

Le but de l'exercice est de pouvoir identifier aussi bien les engagements que les dépenses mobilisées et effectives pour les interventions financières, techniques ou matérielles au cours de la période de référence.

### 1.3. Assistance reçue et activités menées

Pour conduire l'exercice, l'INS a bénéficié de l'assistance à travers un consultant national recruté à cet effet. Ce dernier a travaillé sous la supervision directe de l'INS et en étroite collaboration avec le Secrétariat de PARIS21.

Après l'atelier de lancement tenu en juin 2011, le consultant a entrepris dans le cadre de cet exercice les activités suivantes :

- i- Identification des unités du SSN et sensibilisation à l'exercice ;
- ii- Identification des PTF ayant été actifs ou prévoyant de l'être ;
- iii- Adaptation des questionnaires fournis par le Secrétariat de PARIS21 ;
- iv- Collecte des informations « ressources intérieures » et « ressources extérieures » ;
- v- Intégration des informations dans une base de données simple mise à disposition par le Secrétariat de PARIS21 ;
- vi- Production d'un rapport type PRESS et sa présentation au Comité de Pilotage.

### 1.4. Difficultés rencontrées

La première et principale difficulté résulte du fait que toutes les structures sollicitées (aussi bien les PTF que les services compétents de l'administration) n'ont pas fourni les informations attendues, et celles qui l'ont fait, sont allées largement au-delà du délai souhaité. Par ailleurs, même pour ceux qui ont répondu, les réponses fournies sont partielles. Le tableau ci-contre illustre bien cette difficulté.

**Tableau 0: Statistiques de réponses aux questionnaires CRESS**

Intervenants du système	Pas de réponses	Réponses	Total
Structures Nationales	7	10	17
Partenaires Techniques et Financiers	6	8	14
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>31</b>

Le constat général qui se dégage, à la lumière du tableau 0 ci-dessus, est sans équivoque la faible participation des structures nationales ayant reçu le questionnaire. En effet, sur 16 structures consultées, 9 seulement ont répondu, soit un taux de réponse de 56% environ, 44% n'ayant donc pas répondu. Chez les PTF, le taux de participation s'est situé à 57%. Ces taux de non réponse élevés seraient dus à : (i) la non compréhension du questionnaire pour certains ; (ii) l'indisponibilité des répondants désignés pour renseigner les sections du questionnaire ; et (iii) l'inaccessibilité des répondants désignés à accéder aux informations sollicitées. Cette dernière raison est d'autant pertinente pour les structures nationales qu'il s'agit des informations sur les dépenses budgétaires généralement placées sous la gestion des structures chargées des affaires générales. Il convient cependant de relativiser le poids des non répondants car ceux qui ont répondu sont, sur le plan de l'importance du volume des ressources financières et humaines, les principaux acteurs dans le domaine statistique. Les conclusions qui découlent de l'analyse sont par conséquent pertinentes.

La deuxième difficulté réside dans la compréhension de l'exercice. En fait, l'exercice est censé couvrir une période de trois années, 2009, 2010 et 2011, les données de 2011 ne devant surtout être des reports des ressources de 2010 ou des inscriptions budgétaires dont l'exécution effective ne pourra être constatée qu'en 2012. Il y a lieu de mentionner que les données collectées sur les projets futurs dont la date de réalisation se situe au-delà de la période de référence

La troisième difficulté tient du fait que les programmes d'intervention des PTF couvrant des périodes ne correspondant pas toujours à la période concerné par l'exercice, les informations disponibles, dans beaucoup de cas, sont relatives au budget de la période de couverture. Les informations sur l'exécution des dépenses, qui devraient permettre de connaître la situation année par année, n'ont pas été fournies par les partenaires et les administrations du SSN. Seules les informations issues des synthèses du budget exécuté de l'INS permettent, pour les ressources transférées dans ses comptes, sont présentées avec plus de précision.

Un volet de l'exercice s'intéresse aux ressources humaines, matérielles et financières utilisées dans le fonctionnement des entités pourvoyeuses de données. Les informations se rapportant à ce volet n'ont pas été collectées ; les agents en charge de cette collecte n'ayant sans doute pas bien compris le travail à faire. Pour pallier cette défaillance, les données des rapports annuels sur l'état de mise en œuvre de la SNDS ont été exploitées.

### **1.5. Principale source des données**

Au regard des difficultés sus-évoquées ayant eu pour conséquence qu'en plus du taux de réponse faite, aucun questionnaire renseigné n'était complet et même certaines informations renseignées n'étaient pas faciles à exploiter, l'INS s'est avéré être la principale source de l'information pour ce premier exercice. L'INS en tant structure de coordination de l'appareil statistique du Cameroun dispose des informations, certes pas exhaustives mais importantes pour examiner la problématique du financement de l'activité statistique. A cet effet, les synthèses des comptes administratifs, les comptes des projets gérés en régis et les rapports sur l'état de mise en œuvre de la SNDS ont constitués les sources de données de ce rapport.

## Chapitre II: FONCTIONNEMENT DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION STATISTIQUE

Le fonctionnement des structures pourvoyeuses de données statistiques est l'un des volets de l'exercice CRESS. Il recense, outre les dépenses de fonctionnement et d'investissement, les ressources humaines et matérielles. Dans le cadre de cet exercice, les dépenses de fonctionnement et d'investissement n'ont pu être collectées pour toutes les structures. Cependant, les données sur le personnel de ces structures ont pu l'être.

### 2.1. Les ressources humaines du SNIS

Le personnel en service dans les structures constituant le SNIS est divisé en deux catégories : une catégorie regroupant les professionnels de la statistique et une autre contenant les personnes de spécialités diverses qui contribuent au fonctionnement de ces structures.

**Tableau 1: Structure du personnel du SNIS de 2009 à 2011**

Années	Personnel Statisticien et Démographe						Autre				Total Général
	Démographes	ISE	ITS/IPTS	TS/TPS	ATSS	Total	Cadres	Maîtrise	Appui	Total	
2009	34	50	139	66	7	296	556	168	546	1270	1566
2010	51	64	140	64	6	325	753	243	495	1491	1816
2011	56	80	131	51	5	323	692	552	629	1873	2196

*Source* : INS, Rapports de mise en œuvre de la SNDS 2009, 2010 et 2011

Les professionnels de la statistique sont composés de Démographes, d'Ingénieurs Statisticiens Economistes (ISE), d'Ingénieurs des Travaux de la Statistique (ITS/IPTS), des Techniciens et Techniciens Supérieurs de la Statistique (TS/TPS) et des Agents Techniques de la Statistique (ATSS). L'effectif de ces professionnels de la statistique a connu une augmentation assez marquée de 2009 à 2010, passant de 296 à 325 ; la Direction Générale ayant recruté les jeunes cadres diplômés de l'ISSEA, l'ENSEA et de l'IFORD. Cette politique ne s'est pas poursuivie en 2011.

L'augmentation d'effectifs observée entre 2009 et 2010 s'explique par le nombre important des jeunes cadres statisticiens et démographes recrutés : 17 Démographes et 14 Ingénieurs Statisticiens Economistes (ISE). Ce nombre a continué à croître en 2011, alors que celui des Ingénieurs des Travaux Statistiques (ITS), des Techniciens de la Statistique (TS) et des Techniciens Supérieurs de la Statistique (TSS) était en baisse.

L'évolution du personnel du SNIS a gardé une tendance croissante, avec une croissance absolue de 315 personnes en moyenne sur les deux années. Cette évolution s'explique par le recrutement rapide du personnel non statisticien qui constitue la majorité du personnel du SNIS.

Compte tenu de l'état actuel des besoins du SNIS, de nouveaux recrutements devront être opérés au cours des années à venir, au regard de la réforme institutionnelle en cours de mise en place. En effet, les orientations stratégiques issues de l'audit institutionnel réalisé en 2011 suite aux directives du Gouvernement devront se traduire par une réorganisation du SNIS et une demande additionnelle en ressources humaines devra être satisfaite.

## **2.2. Le cas de l'Institut National de la Statistique (INS)**

### ***2.2.1. Dépenses de fonctionnement***

L'IINS est au cœur du SNIS. Outre la fonction de production et de diffusion, il assure le secrétariat du CNS. A ce titre, il est chargé de la mise en œuvre des décisions de ce CNS. Il est donc compréhensible qu'il soit aussi la structure la plus importante de par le nombre et la qualité de ses effectifs, ainsi que par le volume des ressources financières nécessaires à son fonctionnement et à la mise en œuvre de ses plans d'actions annuels.

Le tableau 2 suivant présente les salaires et traitements du personnel, les dépenses en biens et équipements ainsi qu'en infrastructures de l'INS pour les années 2009, 2010 et 2011. Ces postes sont entièrement financés pour le budget de l'Etat.

**Tableau 2: Dépenses effectives de fonctionnement (en milliers de FCFA) de l'INS**

	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Salaires et traitements	490 870	485 946	707 900
Biens et équipements	126 425	137 996	27 318
Infrastructures	47 138	62 756	86 791
<b>Total de Fonctionnement</b>	<b>726 908</b>	<b>768 464</b>	<b>1 025 782</b>

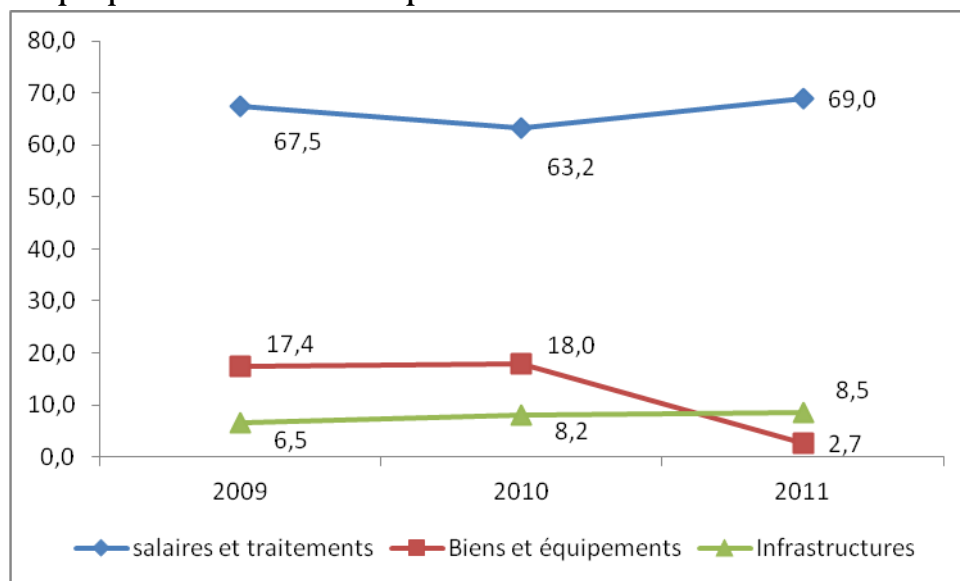
*Source* : INS

1Euro = 655,957 FCFA

La masse totale des dépenses de fonctionnement de l'INS a connu une augmentation progressive entre 2009 et 2011 (Tableau 2). En effet, de 726 908 000 FCFA en 2009, elle a atteint 1 025 782 000 FCFA en 2011, en passant par 768 464 000 FCFA en 2010.

➤ *Analyse de la structure (élément de la qualité) des dépenses de fonctionnement*

**Graphique 1 : Evolution des dépenses de fonctionnement de l'INS entre 2009 et 2011**



*Source* : INS

Par poste de dépense, l'INS consacre plus de 60% de son budget de fonctionnement pour assurer la charge salariale de son personnel. La mise en œuvre progressive du statut du personnel notamment par l'octroi depuis 2011 d'une indemnité de non logement a situé cette masse salariale à près de 69% des dépenses totales de fonctionnement en 2011, au détriment des dépenses en biens et services. Par ailleurs, dans le souci d'améliorer les conditions de travail du personnel, les efforts sont faits chaque année pour entretenir et accroître progressivement les infrastructures. Cette volonté du Gouvernement d'aller de l'avant se traduit en 2012 par l'inscription d'une dotation budgétaire de 2 milliards de FCFA pour le lancement des travaux de construction de l'immeuble siège de l'INS.

### ***2.2.2. Dépenses engagées d'investissement de l'INS***

De l'analyse de la structure des dépenses d'investissement de l'INS, il ressort qu'elles se sont régulièrement accrues ces trois dernières années, qu'ils s'agissent des ressources de l'Etat ou celles de PTF. La structure de ces dépenses montre que les subventions de l'Etat pour l'équipement et l'appui à l'investissement ont connu un pic en 2010. Elles sont passées entre 2009 et 2010 du simple au double et pour redescendre de près de la moitié en 2011. La baisse enregistrée au courant de l'année 2011 trouve son explication dans l'apparition d'une nouvelle rubrique budgétaire intitulée « Mise en œuvre de la SNDS ». En créant cette rubrique dans le budget de l'Etat, le Gouvernement traduit sa volonté d'aligner ses allocations budgétaires à la SNDS.

Il est aussi à relever que les dépenses sur les ressources du budget de l'Etat relatives aux enquêtes statistiques ont considérablement baissées au cours de la période de référence que dans le même temps, celles des PTF ont augmenté. Cette évolution s'explique par la grande implication des PTF dans le financement des grandes opérations statistiques, notamment le RGE, le PETS<sub>2</sub>, l'EESI<sub>2</sub> et l'EDS/MICS<sub>4</sub>.

**Tableau 3 : Synthèse des dépenses engagées d'investissement de l'INS**

<i>Rubriques</i>		<i>2009</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Budget d'Investissement Public (BIP)				
1.	Subvention pour équipement	4 746 150	0	62 606 250
2.	Subvention d'appui à l'investissement	265 053 712	514 265 527	219 631 523
2.1	Etudes et analyses des données statistiques	96 236 388	313 513 174	168 128 843
2.2	Autres immobilisations corporelles	168 817 324	200 752 353	51 502 680
	<i>Aménagement des constructions</i>	<i>42 392 468</i>	<i>62 755 877</i>	<i>24 184 718</i>
	<i>Matériel, Equipement, Mobilier et matériel de bureau</i>	<i>126 424 856</i>	<i>137 996 476</i>	<i>27 317 962</i>
3.	Opérations d'enquêtes statistiques	351 054 608	334 801 016	511 130 554
Total BIP		620 854 470	849 066 543	953 379 996
Partenaires		352 085 457	654 326 560	1 036 478 845
<b>Total de l'Investissement</b>		<b>972 939 927</b>	<b>1 503 393 103</b>	<b>1 989 858 841</b>

*Source* : INS

### *i) Evolution des dépenses d'investissements de l'INS*

Le BIP croit considérablement chaque année toutefois à un rythme moins important que celui de contribution des PTF à l'investissement. L'évolution de la contribution des PTF a entraîné de même systématique l'augmentation des fonds de contrepartie qui ont enregistré un bon de 126% en 2010 par rapport à 2009. Cela dénote de l'intérêt accru de ces derniers pour la production statistique. D'ailleurs la progression du BIP est en grande partie tirée par la contrepartie de l'Etat aux projets à financements conjoints. Au regard de ces trois années d'observation, la production statistique notamment des grandes opérations d'enquête est fortement dépendante des PTF.

**Tableau 4 : Variation d'une année sur l'autre des dépenses d'investissement**

	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Fonds de contrepartie	126,5%	66,3%
BIP	36,8%	12,3%
PTF	85,8%	58,4%
<b>Total</b>	<b>54,5%</b>	<b>32,4%</b>

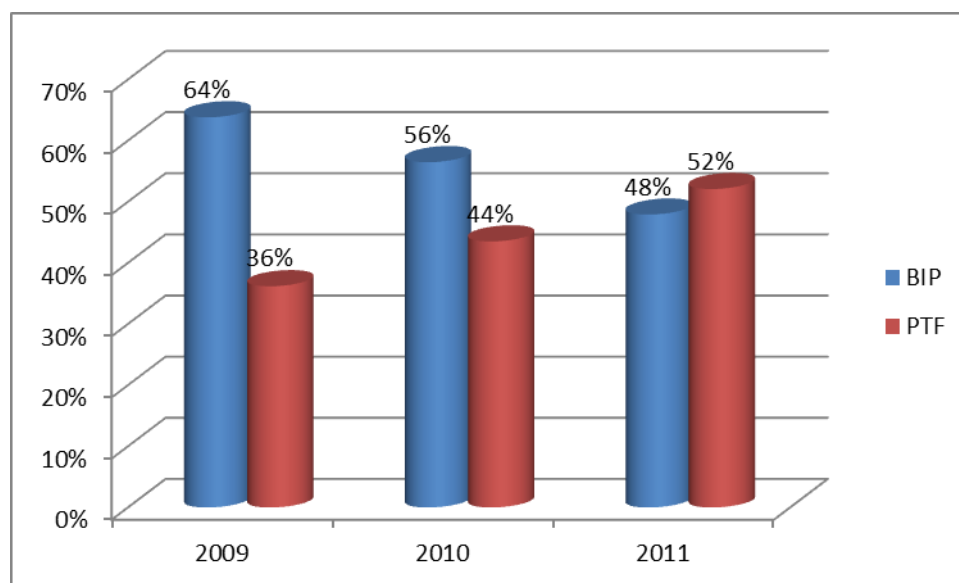
*Source* : INS

### *ii) Sources de financement des dépenses d'investissement*

Au fil du temps, la forte dépendance évoquée ci-haut prend de l'ampleur. La part de dépenses d'investissement des partenaires a progressé ces dernières à un rythme qui appelle à la réflexion sur la mobilisation des ressources internes. La contribution des PTF est passée de 36% à 52% des dépenses d'investissement de l'INS en trois ans.



**Graphique 2 : Evolution par sources des dépenses d'investissement de l'INS par sources de financement**



Source : INS

Les statistiques produites par l'INS sont d'abord pour le Gouvernement et est par conséquent un instrument de souveraineté. L'information statistique sert à orienter la prise de décision dans tous les aspects de vie de la nation un bien public. Ne sert-elle pas au même titre que l'information issue des renseignements de la sécurité ? Est-il possible de faire une programmation budgétaire sans les données statistique ? Est-il possible d'élaborer et d'exécuter un Plan de Développement Local sans les données statistiques ? Y'a-t-il un autre instrument d'évaluation et de mesure de progrès de OMD, cadre de référence de politiques de presque tous les pays du monde, que la production statistique ? Des questions de cet ordre sont nombreuses et les réponses devraient conduire à une réflexion pour mettre en place un mécanisme d'accroissement et de sécurisation des ressources destinées à la production de l'information statistique. Le risque apparent est la perte de souveraineté de l'Etat sur les données statistiques.

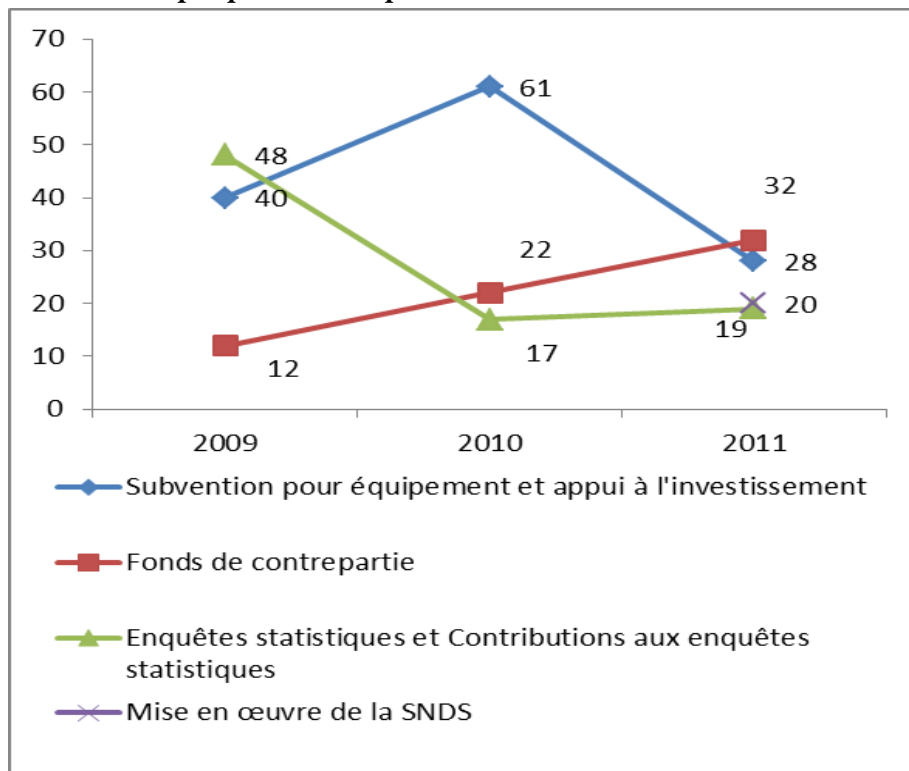
### *iii) Analyse de la structure des dépenses d'investissement engagées de l'INS*

Même si on observe une évolution à la hausse dans la tendance générale des niveaux de dépenses engagées, on constate, à l'analyse des structures que les parts dans les dépenses du BIP des grandes rubriques connaissent des fortunes diverses. La part réservée aux subventions a connu une hausse pour se situer à 61% en 2010 avant de diminuer de 37 points. La part des fonds de contrepartie connaît une hausse en moyenne annuelle de 10 points. De 12% des dépenses du BIP en 2009, elle se situe à 32% en 2011.

Le financement des enquêtes connaît une baisse en 2010 avant de remonter de 2 points en 2011 du fait de ce que la principale opération de l'année 2010 était l'EESI pour laquelle bien d'activités avaient débutées en 2009 avec les engagements conséquents.

Avec l'apparition d'allocations budgétaires pour l'appui à la mise en œuvre de la SNDS, on note une forte concentration des parts dans le BIP des différentes lignes.

Graphique 3 : Evolution par poste des dépenses d'investissement de l'INS entre 2009 et 2011



Source : INS

La variation observée dans des lignes de dépenses témoigne d'une amélioration de la qualité des dépenses pour une meilleure efficacité de celles-ci.

## Chapitre III : FINANCEMENT DES PROJETS STATISTIQUES

Dans l'ensemble les projets retenus dans la SNDS ou non bénéficient de financement provenant de deux principales sources que sont le budget de l'Etat et les appuis des PTF. Ce financement ne se rapporte pas uniquement à l'aspect production et diffusion des données, mais aussi concerne les différentes activités, rémunérations des ressources et acquisition de matériels dans le cadre des projets statistiques.

Dans ce chapitre, les projets à financement mixte sont énumérés dans les deux catégories de projets, ceux à financement national et ceux à financement extérieur.

### 3-1 Financement des projets statistiques sur budget de l'Etat

Dans le cadre de la SNDS, plusieurs projets sont réalisés. Le tableau 5 suivant donne l'ensemble des projets qui ont été réalisés entre 2009 et 2011. Tous ces projets répertoriés dans ce tableau ont été financés par le budget national. La plupart des projets réalisés l'ont été par l'Institut National de la Statistique. Ainsi, pour la période 2009-2011, les projets statistiques ont été financés à hauteur d'un milliard, six cent soixante-quatorze millions, sept cent dix-huit mille (1 674 718 000) FCFA. La convention INS-MINTP pour l'assistance technique au projet d'Inventaire des Routes Rurales est le projet dont le financement est le plus élevé et ce, sur une période de deux ans. A lui seul, il cumule 49% du financement de l'Etat.

**Tableau 5 : Liste des projets statistiques financés sur ressources publiques de l'Etat**

Nom du projet	Institution bénéficiaire	Montant du financement (en milliers)	Période d'exécution	Projet SNDS
Etudes économiques et financières des entreprises	INS	10 000	2009	Oui
Enquête auprès des postes frontaliers de douanes	INS	9 992	2009	Oui
Etudes architecturales et permis de bâtir du bâtiment siège de l'INS	INS	62 606	2009-2011	Oui
Conseil National de la Statistique (CNS)	INS	43 061	2009-2011	Oui
Enquête de la Comptabilité Nationale	INS	14 993	2009-2011	Oui
Collecte des données pour l'élaboration de l'annuaire statistique et du Cameroun en chiffre	INS	29 880	2009-2011	Oui
Suivi de l'inflation	INS	146 316	2009-2011	Oui
Enquête de conjoncture	INS	159 945	2010-2011	Oui
Dispositif de suivi d l'emploi et des indicateurs du marché du travail	INS	29 914	2009-2011	Oui
Renforcement des capacités de la structure du MINEPAT chargé de l'analyse de la conjoncture économique	INS	10 000	2009-2011	Oui
Appui à la mise en œuvre et au suivi de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique	INS	21 557	2006-2011	Oui
Elaboration du cahier de charge pour l'Inventaire des Routes Rurales	INS	4 436	2009-2010	Oui

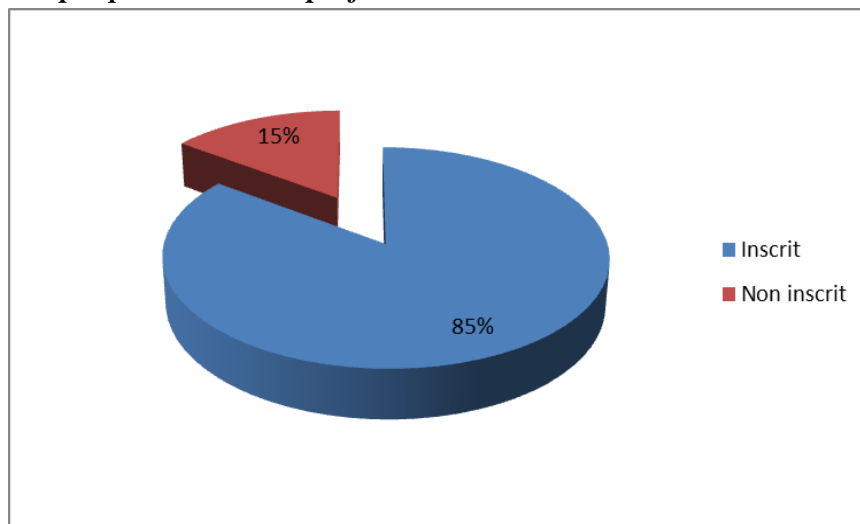
Nom du projet	Institution bénéficiaire	Montant du financement (en milliers)	Période d'exécution	Projet SNDS
Assistance technique au projet d'Inventaire des Routes Rurales	INS	787 378	2010-2011	Oui
Normalisation des outils de collectes statistique des ministères de l'éducation	INS	208	2009-2010	Oui
Appui à la saisie des données du MINESEC pour la mise en œuvre de la tâche 2 du Programme Statistique Accéléré au Cameroun (PSA)	INS	9 465	2009-2010	Oui
Atelier national de formation à l'utilisation des enquêtes ménages et sensibilisation à l'enjeu des données démographiques de qualité pour le suivi des objectifs nationaux d'éducation	INS	210	2009-2010	Oui
Projets MINSANTE	INS	29 634	2009-2011	Non
Elaboration de l'annuaire statistique et de la carte sociale du MINAS	INS	47 090	2010-2011	
Contrat de recherche entre l'ACMS et l'INS	INS	79 856	2010-2011	Non
Etude préliminaire sur l'économie locale de la ville de Douala	INS	4 120	2011	Oui
Recensement Général des entreprises (RGE)	INS	278 795	2009-2011	Oui
Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 3)	INS	8 978	2009-2011	Oui
Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)	INS	138 714	2009-2011	Oui
Enquête Démographique et de Santé-Enquête à Indicateurs Multiples (EDS/MICS)	INS	169 000	2009-2011	Oui
Enquête sur les Dépenses Publiques et la Satisfaction des Bénéficiaires (PETS 2)	INS	76 618	2009-2011	Oui
Indice du Coût de Construction	INS	22 021	2009-2011	Oui
Projet de renforcement du système d'Information	Ministère de l'Enseignement Supérieur	55 000	2007-2010	Non
Observatoire National du Travail	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	6 436	2010	Non

Source : INS

➤ **Projets exécutés sur financement des PTF inscrits dans la SNDS**

Le graphique 4 ci-dessous montrent que 85% des projets financés sur ressources du budget de l'Etat figurent dans la SNDS, ce qui est fort encourageant. Les 15% correspondent à des contrats conclus en cours de période avec certains partenaires. Par ailleurs, ce ne sont pas des opérations d'importance, en termes d'enveloppe financière.

**Graphique 4 : Part des projets à financement national inscrits dans la SNDS**



*Source* : INS

Dans le cadre du renforcement de la coordination, des actions de sensibilisation devront être menées au cours des prochaines années pour faire adhérer toutes les administrations sectorielles à l'esprit de faire inscrire les activités statistiques dans la SNDS. A ce sujet, un projet de circulaire visant à améliorer la performance du SNIS, a été soumise à la signature du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Ce projet de circulaire vise entre autre à renforcer le rôle de l'INS dans l'accompagnement des administrations sectorielles à la préparation et à la mise en œuvre de leur programme d'activités statistiques, y compris les aspects liés à la budgétisation axée sur les résultats.

### **3.2 Apports des PTF**

Les données collectées ne permettent pas, pour l'ensemble des structures du SNIS, de disposer de la contribution des PTF par année. Seules les données pour l'INS sont ainsi présentées. Le total général des appuis des PTF pour tout le Système Statistique National est présenté dans la dernière colonne du tableau 4 suivant, et ce pour toutes les années couvertes par l'exercice. La place centrale de l'INS au sein du SNIS se confirme par une grande proportion des financements des bailleurs à son endroit.

**Tableau 6 : Financement par les PTF des projets statistiques (en milliers de Fcfa)**

Partenaires	INS				Total général
	2 009	2 010	2 011	Total INS	
ACBF	0	35 095	91 985	127 080	317 080
AFRISTAT	36 665	10 638	1 470	48 773	238 409
BAD	27 448	95 748	98 566	221 961	211 961
BANQUE MONDIALE	31 315	123 165	26 502	180 982	405 000
BIT	2 440	68 043	4 502	74 985	138 852
CEMAC	21 947	1 364	0	23 311	23 311
FIDA	0	0	13 675	13 675	13 675
IRD (MIMADEM)	0	1 526	1 176	2 702	2 702
Minnesota Population Center (Projet IPUMS)	0	0	4 400	4 400	4 400
OCDE	7 649	2 235	0	9 884	9 884
ACDI (Agence Canadienne de Développement International)	0	7 188	0	7 188	7 188
PAGT-FP	183 558	33 394	23 369	240 321	242 136
PNUD	10 785	65 000	7 350	83 135	83 135
PSI-OMS/TDR	0	102959	50275	153 234	153 234
UNESCO	0	10 000	0	10 000	10 000
UNFPA	0	8 130	254 065	262 195	428 227
UNICEF	54132	28 690	291 553	374 375	381 847
USAID	0	0	165 000	165 000	165 000
<b>Total</b>	<b>375 939</b>	<b>593 175</b>	<b>779 823</b>	<b>2 003 201</b>	<b>2 836 041</b>

Source : INS

Le financement de la production statistique s'est amélioré au fil des années, grâce, d'une part, à l'augmentation des contributions des PTF traditionnels que sont notamment l'Union Européenne (UE), la Banque Mondiale et les Agences spécialisées du Système de Nations Unies (PNUD, UNFPA, UNICEF, BIT/OIT), et d'autre part, à l'arrivée de nouveaux partenaires à l'instar de la BAD et l'ACBF. Les projets financés par les PTF énumérés ci-dessus sont présentés dans le tableau 7 suivant :

**Tableau 7: Liste de projets financés par les PTF**

Nom du projet	Institution bénéficiaire	Montant de financement (en milliers)	Partenaire	Période d'exécution	Projet SNDS
Recensement Général des entreprises (RGE)	INS	324 537	AFRISTAT, UE/PAGT-FP	2009-2010	Oui
Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 3) – Volet Travail des enfants ?	INS	12 360	PNUD/BIT	2009	Oui
Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI-2)	INS	215 624	UE/PAGT-FP, BIT	2010-2011	Oui
Enquête sur les Dépenses Publiques et la Satisfaction des Bénéficiaires (PETS 2)	INS	123 165	Banque Mondiale	2009-2011	Oui

Nom du projet	Institution bénéficiaire	Montant de financement (en milliers)	Partenaire	Période d'exécution	Projet SNDS
Enquête Démographique et de Santé-Enquête à Indicateurs Multiples (EDS/MICS-4)	INS, MINSANTE	980 500	USAID, BM, UNICEF, UNFPA	2010-2011	Oui
Mise place d'un Indice du Coût de Construction	INS	131 152	UE/PAGT-FP	2009-2011	Oui
Collecte des données auprès du Système Statistique National	INS	4 332	AFRISTAT	2009-2011	Oui
Enquête d'évaluation des dépenses de recherche pour la santé au Cameroun	INS	11 147	AFRISTAT	2009-2011	Oui
Harmonisation des indices de prix à la consommation « du programme statistique annuel 2008 »	INS	1 363	CEMAC	2010	Oui
Enquête de la Banque Mondiale auprès des clients (EBMC) 2009-Cameroun	INS	3 166	Banque Mondiale	2009-2010	Oui
Enquête sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants	INS	31 010	BIT	2010-2011	Oui
Tableau de bord social	INS	29 682	UNICEF	2009 - 2010	Oui
Appui à la validation de la structure de base et renseignement des indicateurs globaux	INS	4 680	UNICEF	2010	Non
Coopération INS/PSI-OMS	INS	73 378	OMS	2010-2011	Non
Enquête sur la connaissance et la perception des objectifs de l'éducation pour tous (EPT)	INS	9 999	UNESCO	2010-2011	Non
Projet de recherche sur « Migration, marché du travail et dynamiques démographiques en Afrique subsaharienne »	INS	2 702	IRD	2010-2011	Non
Enquête CAP	INS	40 110	UNICEF	2011	Non
Enquête post-SASNIM/PEV	INS	34 877	UNICEF	2011	Non
Appui au renforcement des capacités de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEFOP)	MINTSS/ ONEFOP	75 500	BIT	2008-2010	Oui
Statistique de la Comptabilité Nationale et des Prix	INS	175 000	AFRITAC Centre FMI		Oui
Appui à la production des données statistiques au MINEP	MINEP	1 815	UE	2009-2012	Oui
Campagne statistique nationale	MINESEC	278 669	BM	2009-2011	Oui
CMR5 P11A DADM	MINEPAT/ BUCREP	141 957	UNFPA	2008-2012	Oui
CMR5 P31A INS	MINEPAT/ INS	20 325	UNFPA	2008-2012	Oui

Nom du projet	Institution bénéficiaire	Montant de financement (en milliers)	Partenaire	Période d'exécution	Projet SNDS
CMR5 P31B BUCREP	MINEPAT/ BUCREP	60 501	UNFPA	2008-2012	Oui
Ateliers et séminaires de renforcement de capacité en diffusion	INS	65678	ACBF	2010 - 2011	Oui
Etudes et recherches	INS	12 846	ACBF	2010 - 2011	Oui
Formations diplômantes et qualifiantes	INS	32556	ACBF	2010 - 2011	Oui
Activités de diffusion des productions statistiques	INS	17 000	ACBF	2011	Oui
Suivi de la conjoncture	MINEPAT	190 000	ACBF	2009 - 2011	Oui
ORBICOM	INS	7 188	ACDI	2009 - 2011	Non
Enquête SYGRI – PNDRT	MINADER	15 675	FIDA	2011	Non
Comptes nationaux	INS	30 499	BAD	2009 - 2011	Oui
Suivi de l'indice de Prix	INS	61 879	BAD	2009 - 2011	Oui
Suivi de la mise en œuvre de la SNDS	INS	10 071	BAD	2009 - 2010	Oui
Recensement de la population et statistiques démographiques ?	INS, MINEFOP, MINSANTE	5 000	BAD	2010	Non
Construction d'une base de données pour le suivi des OMD	INS	19 400	BAD	2010	Non
Statistiques sur le genre et statistiques de travail	MINPROFF, MINTSS	18 430	BAD	2010	Oui
Statistiques sur les infrastructures, l'agriculture et l'environnement	MINEE, MINTP	24 715	BAD	2010-2011	Oui
Gouvernance	INS, MINEPAT, MINFI	7 350	BAD	2009 - 2010	Oui
Archivage des données d'enquêtes	INS	11 259	BAD	2009 - 2010	//
Collecte de données socioéconomiques	INS	1 640	BAD	2009 - 2010	//

*Source* : INS

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, les projets ci-dessus, financés par les PTF, permettent d'avoir une appréciation suffisante des appuis des PTF et de leur domaine d'intérêt.

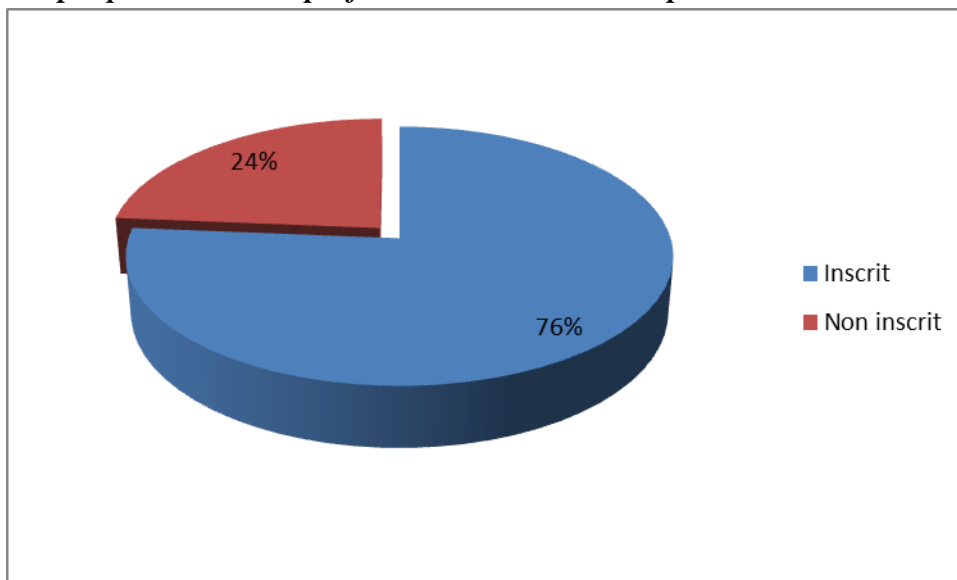
En général, les PTF financent essentiellement les enquêtes statistiques et les activités de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Ce deuxième aspect se fait au travers notamment des séminaires de formation, des ateliers de formation ou d'échanges d'expérience, les formations diplômantes, l'assistance à la mise en place des bases de données.



### ➤ *Projets exécutés et financés par les PTF inscrits dans la SNDS*

Le graphique 3 ci-dessous montre que les PTF font des efforts importants pour s'aligner à la SNDS. C'est ainsi que 76% des projets financés par leurs ressources figurent dans la SNDS. Il convient toutefois de remarquer que les périodes couvertes par les programmes de coopération entre le Cameroun et les PTF ne coïncident pas toujours ; ce qui justifie que certaines projets financés par ces derniers ne figurent pas dans le tableau. Il s'agit surtout pour les programmes de coopération signés avec le Gouvernement avant 2009 et l'exécution allant au-delà de 2009. Les projets financés ont fait l'objet d'un accord entre le PTF et le Gouvernement (ou l'agence nationale d'exécution) matérialisé par des Plans de Travail Annuels successifs. Il faut cependant signaler que certains projets sont décidés par les PTF pour des besoins spécifiques correspondant à son mandat.

**Graphique 5 : Part des projets exécutés et financés par les PTF inscrits dans la SNDS**



*Source* : INS

Il faut, tout de même, noter qu'il en existe plusieurs financements dans le SNIS qui n'ont pas pu être captés au cours du présent exercice. C'est notamment le cas des projets statistiques réalisés au Ministère de l'Education de Base (MINEDUB) et au Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC) à financement Banque Mondiale à travers le PASE.

#### **3.4. Synthèse de financement**

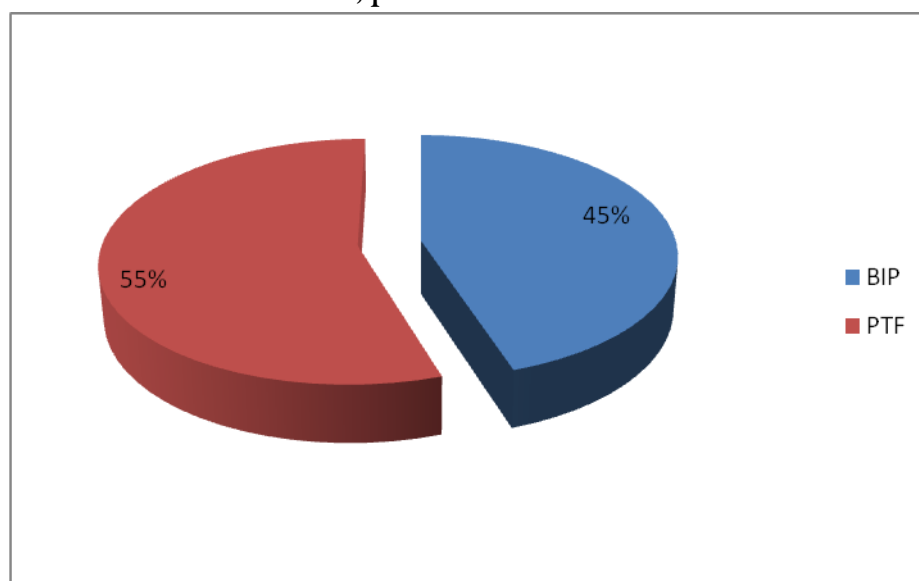
La synthèse des financements est une opération très délicate, compte tenu des difficultés mentionnées qui n'ont pas permis de collecter de manière exhaustive les données sur tous les projets réalisés ou en cours de réalisation entre 2009 et 2011. C'est dire que les données de synthèse ci-après sous-estiment la réalité. Cependant, elles suffisamment robustes pour permettre de tirer des enseignements utiles et formuler des recommandations pour l'avenir.

**Tableau 9 : Sources de financement des opérations de l'INS, période 2009-2011**

Source	Montant du financement (en milliers)	Proportion (en %)
BIP	2 246 223	45
PTF	2 763 476	55
<b>Total</b>	<b>5 009 699</b>	<b>100</b>

*Source* : INS

**Graphique 6 : Répartition du financement des opérations identifiées selon les sources de financement, période 2009-2011**



*Source* : INS

Les données ci-dessus présentées indiquent bien la dépendance du SNIS des Partenaires Techniques et Financiers de la statistique. Les budgets des opérations réalisées par l'INS au cours de la période 2009-2011 ont bénéficié à 55% de financement des PTF. Lorsqu'on fait cette analyse par noyau de financement, l'on constate que les opérations d'envergure nationale et à grand intérêt pour le suivi et l'évaluation des progrès dans le cadre du DSCE et des OMD telles que les ECAM3, les EDS/MICS4 et le 1<sup>er</sup> RGE, sont largement financées par les PTF ; le Cameroun se limitant au financement complémentaire. A titre illustratif, l'opération EDS/MICS4 qui a coûté un peu plus d'un milliard de FCFA, a bénéficié du financement de l'Etat à hauteur d'environ 187 millions de FCFA, soit moins 20%.

Le niveau d'intervention des PTF présenté ici ne révèle que la tendance ; étant donné que les activités du SNIS financées par ces derniers et pour lesquelles les informations sur le financement ne sont pas connues sont relativement importantes et nombreuses, même si les volumes de financement ne sont pas importants. A ce titre, on peut citer entre autres, les séminaires, conférences et ateliers de renforcement de capacités internationaux auxquels les cadres nationaux prennent part sur appui direct des PTF. De même, les salaires et traitements des assistants techniques et des consultants internationaux et parfois même nationaux ne sont connus, donc non pris en compte dans les montants ci-dessus.

Au regard de la dépendance ainsi retracée à travers les données de synthèse, le Gouvernement devrait pouvoir adopter une approche qui permette de garantir et de sécuriser les ressources suffisantes pour la mise en œuvre de sa politique statistique. C'est à ce prix que les besoins de tous les utilisateurs seront satisfaits dans le respect du calendrier de production et de publication. Bien que importants, les appuis des PTF devront à terme être complémentaires.

### 3.5. Financement des projets futurs

Au niveau du SNIS, certaines opérations sont réalisées de façon répétitive avec des périodicités plus ou moins grandes, étant donnée l'importance des données collectées lors de ces opérations. C'est le cas pour les données des RGPH et des enquêtes sociodémographiques et socio-économiques à l'instar des EDS, MICS, et ECAM. De même dans d'autres domaines, se retrouvent également des enquêtes récurrentes. Les structures statistiques des ministères ont également l'habitude de produire des annuaires statistiques de leur département. Les données collectées ne retracent pas fidèlement cet état de choses. Cependant, quelques administrations ont renseigné sur leurs projets futurs en termes de statistiques.

Les données collectées donnent des informations sur 2 futurs projets ayant déjà trouvé des financements. Il s'agit du projet DPCPOS/CELPLAN du MINESEC qui a bénéficié d'une ligne de 60 000 000 FCFA dans le budget de l'année 2012. Egalement, l'INS a trouvé du financement auprès du FMI à hauteur de 175 000 000 FCFA pour les statistiques de la comptabilité nationale et des prix.

**Tableau 10: Projets statistiques futurs du SNIS**

Nom du projet	Bénéficiaires	Source de financement		Montant du financement (en milliers)	Période d'exécution	Projet SNDS
		National	Extérieur			
4 <sup>e</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat	BUCREP	MINEPAT	UNFPA	12 775 000	2013-2017	Oui
Ministère des Enseignements Secondaires : DPCPOS/CELPLAN	MINESEC	MINESEC	BM	60 000	jan 2012 - juil 2012	Oui
Système d'information	MINESEC		BM	100 000	2012-2015	Oui
Statistiques de la Comptabilité Nationale et des Prix	INS		FMI	175 000	2012-2013	Oui
ECAM-4	INS	Etat	UE/PAR FIP	1 300 000	2012-2013	Oui

*Source* : INS, Enquête CRESS

Au fil des ans, l'Union Européenne (UE) devient le partenaire certain et principal du Système Nationale d'Information Statistique. Pour la période 2012-2014, l'UE apportera au SNIS, à travers le Programme d'Appui aux Réformes des Finances Publiques (PARFIP), un appui financier à hauteur de 1 965 000 000 FCFA pour le SNIS (soit 3 000 000 €). Ce programme remplace le PAGT-FP en offrant plus de flexibilité dans la gestion. Pour ce programme, la contrepartie de l'Etat du Cameroun sera de 400 millions de FCFA sur la période 2012-2014. Ainsi, l'UE, qui a toujours été un acteur important du développement du système statistique, devient le partenaire clé pour les prochaines années.

Pour la seule année 2012, l'appui financier de l'UE, à travers le PARFIP, s'élèvera à 1 419 800 000 FCFA, soit 72,25% de l'enveloppe globale des trois années de son programme. Les rubriques qui seront concernées sont indiquées dans le tableau suivant :

**Tableau 11 : Répartition de l'appui du PARFIP par rubrique (en milliers de FCFA)**

N°	Rubriques	Montant
1	Système d'information statistique et coordination	70 500
2	Formations	269 500
3	Equipements	415 400
4	Production	664 400
<b>Total</b>		<b>1 419 800</b>

*Source* : PTA, PARFIP 2012

Par contre, toujours des données issues de la collecte qui, faut-il le rappeler, sont très incomplètes, deux projets sont encore concernés par la recherche de financement. Il s'agit du 4<sup>ème</sup> RGPH dont la réalisation est prévue en 2015 et les activités connexes qui vont se dérouler sur 5 ans, de 2013 à 2017. Le coût estimatif de ce 4<sup>ème</sup> RGPH est de l'ordre de 12, 775 milliards de FCFA.

Le Système d'Information du MINESEC, dont la mise en œuvre a été planifiée de 2012 à 2015, souffre encore d'un besoin de financement estimé à 100 millions de FCFA.

## RECOMMANDATIONS

Ce premier exercice de reporting, bien qu'ayant connu des difficultés qui sont particulièrement liées à la non maîtrise totale du processus et la non adhésion effective de tous les acteurs du SNIS, a conduit à des observations desquelles découlent les recommandations suivantes :

- Pour la réussite de l'exercice qui, en tant que outil de plaidoyer, se doit d'être régulier, il est indispensable que les pays s'en approprient. Il devrait se faire sous la coordination de la structure en charge de la coordination statistique. Pour le cas du Cameroun, c'est actuellement l'INS, sous l'autorité du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), en sa qualité de Président du CNS ;
- Les résultats issus de l'exercice du CRESS devront être examinés lors des sessions du Conseil National de la Statistique.
- Le partage des résultats et des conclusions du CRESS devra se faire avec les PTF et les autres partenaires privés nationaux, car le CRESS est un outil de coordination des appuis financiers et de transparence dans l'utilisation des ressources financières, conformément à l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement ;
- Le rapport fera l'objet d'une présentation à l'occasion d'un atelier de partage et d'appropriation. Cet atelier devra regrouper tous les acteurs du SNIS dans l'objectif d'échanger sur les insuffisances de cet exercice pilote et les difficultés rencontrés. partager ;
- Les résultats du CRESS devront être présentés dans le rapport annuel de mise en œuvre de la SNDS.

Valorisation prévue du CRESS au Cameroun :

- Le rapport sera inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil National de la Statistique (CNS) ;
- En vue d'assurer l'alignement à la SNDS, les différents acteurs du SNIS devront mettre à la disposition de l'INS, le programme en moyen terme de ses activités. C'est dans ce cadre qu'un projet de Circulaire a été soumis à la sanction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Pour plus de transparence et d'informations, les rapports annuels de l'état de mise en œuvre de la SNDS comporteront désormais un chapitre sur les appuis reçus des PTF au cours de l'année considérée ;
- L'importance des statistiques devra être rappelée à l'occasion des séminaires et ateliers à organiser à l'intention des administrations publiques, en préparation du passage au nouveau régime financier de l'Etat qui prévoit l'élaboration des budgets-programmes dont l'exécution est basée sur les résultats.

## ANNEXES

Le Système National d'Information Statistique du Cameroun repose sur..... organisé ..... (Voir SNDS). Pour des besoins d'exercice pilote du CRESS, seules les plus importantes en ressources financières et humaines et en production des données statistiques ont été sollicitées. La liste de ces structures est présentée ne Annexe1.

S'agissant de l'exploitation effective des questionnaires, il convient de préciser que les informations présentées dans le présent rapport ont été organisées en fonction des données disponibles en raison du faible taux de réponse et de l'incomplétude des informations des questionnaires remplis. Pour la suite de l'exercice, étant donné le niveau d'appropriation de la méthodologie, les questionnaires de l'annexe 2 sont proposés. Il s'agit d'une version légèrement amandée des questionnaires fournis par le secrétariat de PARIS21 pour le présent exercice pilote du CRESS.

